

Strasbourg, 11 février 2021

CAHAI-LFG(2021)PV1

COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (CAHAI)

Groupe sur les cadres juridiques (CAHAI-LFG)

1^{ère} réunion

Strasbourg, 10-11 février 2021
Réunion en ligne – plateforme KUDO

Liste des décisions et rapport abrégé

Préparé par le Secrétariat du CAHAI

www.coe.int/cahai

Le CAHAI-LFG, réuni en ligne les 10 et 11 février 2021 sous la co-présidence de Mme Peggy VALCKE (Belgique) et de M. Riccardo VILLA (Italie), a décidé :

1. Ouverture de la réunion

- de prendre note des remarques d'ouverture du Président du CAHAI M. Gregor STROJIN (Slovénie), qui a rappelé au Groupe que celui-ci est chargé de produire des éléments possibles pour un futur cadre juridique destiné au développement, à la conception et à l'application de l'IA, sur la base des normes du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit ;
- de prendre note des remarques d'ouverture de M. Jan KLEIJSEN, Directeur de la Direction Société de l'information – Lutte contre le crime, qui a souligné que l'IA est devenue une priorité stratégique pour l'Organisation, comme l'a rappelé récemment la Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe dans son Cadre stratégique pour le Conseil de l'Europe 2022 – 2026, et mentionné le vif intérêt que suscitent les activités du CAHAI, comme l'a confirmé le tout récent échange de vues avec la Présidence du CAHAI le 2 février au sein du Groupe de Rapporteurs sur la coopération juridique (GR-J) ;
- de prendre note des remarques d'ouverture de Mme Claudia LUCIANI, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, qui a souligné l'importance d'une coopération interne et externe solide, qui passe par la participation mutuelle dans les activités pertinentes du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales face à des préoccupations communes et s'il existe une réelle convergence sur le fonds.

2. Adoption de l'ordre du jour

- d'adopter l'ordre du jour.

3. Élection des co-présidents du Groupe sur les cadres juridiques

- de prendre note de l'intérêt manifesté par Mme Peggy VALCKE (Belgique), Mme Mia SPOLANDER (Finlande) et M. Riccardo VILLA (Italie) pour la co-présidence du Groupe ;
- de remercier les trois candidats d'avoir manifesté leur intérêt ;
- d'élire Mme Valcke et M. Villa co-présidents.

4. Activités du CAHAI- LFG en 2021

- de prendre note des informations communiquées par le Secrétariat concernant les tâches et résultats attendus devant être produits par le CAHAI-LFG, en particulier, la possibilité d'élaborer les principaux éléments d'un futur instrument international contraignant. Ces informations sont suivies d'une discussion stratégique entre les délégations sur leur mise en œuvre à la lumière de la réunion du Bureau du CAHAI du 15 janvier 2021, et compte tenu des travaux menés par le Groupe d'élaboration des politiques (CAHAI-PDG) et de ceux menés par le Groupe de sensibilisation et des consultations (CAHAI-COG) du CAHAI.

5. Présentation générale du projet d'étude de faisabilité

- de prendre note de la présentation par les co-présidents du CAHAI-PDG (M. Wolfgang TEVES, Allemagne, et M. Zoltan TURBEK, Hongrie) et l'expert scientifique indépendante (Mme Nathalie SMUHA) sur la préparation de l'étude. Dans les discussions qui s'ensuivent, il est souligné combien il est important que les trois Groupes de travail du CAHAI travaillent en synergie étroite et flexible, en coopération avec le Bureau et la Présidence du CAHAI.

5.1 Chapitres 1-3

- de prendre note de la présentation des principales conclusions contenues aux Chapitres 1 – 3 de l'étude de faisabilité de Mme Smuha et de procéder à un échange sur des points à traiter par le futur instrument juridique contraignant possible. Plusieurs membres soulignent qu'il est important de couvrir des cas où l'utilisation de l'IA constitue un danger pour les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Du point de vue de ces Délégations, il faudrait adopter une approche basée sur les risques, en se concentrant sur les applications à haut risque. Certaines Délégations soulèvent la question des "lignes rouges", estimant que c'est là une mission clé pour le CAHAI. Quelques autres Délégations estiment en revanche que l'utilisation de "lignes rouges" devrait dépendre des circonstances et que toutes mesures prises à cet égard devraient être proportionnées et nécessaires. Durant l'échange, il est souligné que les travaux du CAHAI ne devraient pas aboutir à dupliquer des normes juridiques existantes ou causer une fragmentation juridique.
- de prendre note de la conclusion des co-présidents selon laquelle il pourrait être nécessaire d'établir des sous-groupes sur différentes thématiques. Il ne s'agit pas de bloquer la technologie ou l'innovation, mais il pourrait se révéler nécessaire d'appliquer des "lignes rouges" concernant certaines utilisations de l'IA qui vont à l'encontre des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit ou qui ne respectent pas ces principes.

5.2 Chapitres 4-6

- de prendre note de la présentation des principales conclusions contenues aux Chapitres 4 – 6 de l'Étude de faisabilité par le Secrétariat et Mme Smuha et de procéder à un échange sur des points à traiter par le futur instrument juridique contraignant possible. Pour une des Délégations, l'élaboration des éléments ne devrait pas se fonder uniquement sur les instruments du Conseil de l'Europe mais aussi sur des instruments de nature plus globale, par exemple ceux élaborés par les Nations Unies.

5.3 Chapitre 7

- de prendre note de la présentation des principales conclusions contenues au Chapitre 7 de l'Étude de faisabilité de Mme Smuha et de procéder à un échange sur des points à traiter par le futur instrument juridique contraignant possible.
- pour ce qui est de la question de "nouveaux" droits de l'homme, décide de rester ouverts sur la question pour l'instant, étant entendu que le CAHAI-LFG en est seulement à

l'examen et à la proposition d'éléments juridiques à considérer si et quand on élaborera un instrument juridique contraignant.

- de convenir qu'une feuille de route pour les travaux à venir du CAHAI-LFG devrait être élaborée par les co-présidents et le Secrétariat, avec des objectifs et la répartition des tâches. L'importance d'être clairs sur les résultats des travaux du CAHAI-LFG est soulignée.

5.4 Chapitre 8

- de prendre note de la présentation des principales conclusions contenues au Chapitre 8 de l' Étude de faisabilité de Mme Smuha et de procéder à un échange sur des points à traiter par le futur instrument juridique contraignant possible. Certaines Délégations soulignent qu'elles souhaitent une convention traditionnelle du Conseil de l'Europe qui pourrait fournir une base juridique solide pour certaines questions. Il est fait valoir qu'il existe déjà de nombreux instruments sectoriels non-contraignants dans le domaine de l'IA mais qu'en pratique, ils sont moins efficaces.
- gardant à l'esprit que la décision finale sur ce type d'instrument juridique relève entièrement de la compétence du Comité des Ministres, de soutenir que le CAHAI-LFG doit produire des dispositions qui pourraient être utilisées dans un instrument international juridiquement contraignant, tout en relevant que ces éléments peuvent aussi être adaptés à un instrument de droit souple, si cette solution a la préférence du Comité des Ministres.

5.5 Chapitre 9

- de prendre note de la présentation des principales conclusions contenues au Chapitre 9 de l' Étude de faisabilité de Mme Smuha et de procéder à un échange sur des points à traiter par le futur instrument juridique contraignant possible.
- de noter qu'en ce qui concerne les mécanismes de conformité, le CAHAI-PDG commence déjà des travaux sur ce thème qui viendront alimenter ceux du CAHAI-LFG.
- de convenir que des mécanismes de conformité sont importants et que de telles normes devraient figurer dans un instrument juridique. Il conviendrait d'envisager un suivi et une évaluation permanents des systèmes d'IA incluant une intervention humaine. Il est avancé que ce serait aux États d'établir un système de certification conforme aux règles du futur instrument juridique, car l'établissement d'un organe supranational pour ce faire serait compliqué.

6. Point d'information : Conférence "Protéger les droits de l'homme à l'ère de l'IA – L'Europe comme régulateur international en matière d'intelligence artificielle" – organisée par la Présidence allemande du Comité des Ministres

- de prendre note des informations communiquées par M. Wolfgang Teves (Allemagne), co-président du CAHAI-PDG, sur la conférence virtuelle organisée le 21 janvier. Toutes les informations pertinentes concernant cet événement ainsi que son enregistrement figurant sur le site internet dédié <https://germanycoe.de/>

7. Planification des travaux jusqu'à la prochaine réunion

- de prendre note du document de synthèse pour les livrables prévus pour fin 2021 "Éléments pour un cadre juridique – Suggestion de table des matières" préparé par les co-présidents et le Secrétariat. Ce tableau des tâches, que le CAHAI-LFG et le CAHAI-PDG se partageront, contient à la fois des éléments potentiels pour un instrument juridique horizontal et des éléments potentiels pour une approche sectorielle, ainsi que des orientations politiques supplémentaires.
- de noter que le travail de cartographie en cours sur des problématiques verticales au sein du Conseil de l'Europe va se poursuivre.
- pour faciliter le travail, de répartir le CAHAI-LFG en sous-groupes comme suit :
 - Portée, but, définitions, principes directeurs – critères pour évaluer le risque ;
 - Faire preuve de responsabilité dans le traitement des données et des systèmes d'IA : prévention des dangers, obligation de rendre des comptes (accountability) et responsabilité, surveillance ;
 - Libertés humaines et autodétermination ; profilage ;
 - Non-discrimination, égalité de genre, équité, diversité ;
 - Démocratie et État de droit ;
 - Responsabilité juridique ; Rôle des États membres et des acteurs privés ;
 - "Lignes rouges".

Il convient de garder à l'esprit premièrement que les thématiques pour les sous-groupes ne sont pas gravées dans le marbre et peuvent évoluer au fil du temps, deuxièmement que la liste ci-dessus n'est pas exhaustive.

- de charger les sous-groupes de soumettre leur première contribution d'ici mi-mars, pour présentation au CAHAI-LFG à sa réunion des 8 et 9 avril 2021.
- d'inviter les membres du CAHAI-LFG à se joindre à un ou plusieurs sous-groupes.
- de charger le Secrétariat d'actualiser la liste des sous-groupes en fonction des discussions. Un document révisé sera envoyé au CAHAI-LFG avec une demande à manifestation d'intérêt pour ceux qui voudraient se joindre aux différents sous-groupes.

8. Prochaine réunion du CAHAI-LFG (8-9 avril 2021)

- de tenir sa prochaine réunion (en format virtuel) les 8-9 avril 2021.

9. Questions diverses

- de noter qu'aucune question n'a été soulevée sous ce point de l'ordre du jour.

10. Remarques de clôture par M. Patrick PENNINGCKX, Chef du Service Société de l'Information, Conseil de l'Europe

- de prendre note des remarques de clôture de M. PENNINGCKX, qui remercie les membres du CAHAI-LFG pour leur participation active à la réunion et leur engagement à mener les travaux qui les attendent. Il félicite les co-présidents pour leur élection et remercie Mme Spolander pour son intérêt.

ANNEXE I

Ordre du jour

Mercredi 10 février 2021		
9 h 30		1. Ouverture de la réunion. <ul style="list-style-type: none">• M. Gregor Stojin, Président du CAHAI• Mme Claudia Luciani, Directeur, Direction Dignité humaine, Égalité et Gouvernance, Conseil de l'Europe• M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information - Action contre le crime, Conseil de l'Europe
9 h 50		2. Adoption de l'ordre du jour
10 h 00	CAHAI-LFG(2021)01	3. Élection des co-présidents du Groupe Cadre juridique
10 h 30	CAHAI(2020)10 ADD REV3 CAHAI-BU(2021)REP1 CAHAI-PDG(2021)PV1 rev.	4. Activités du CAHAI- LFG en 2021 <ul style="list-style-type: none">• Informations communiquées par le Secrétariat sur les tâches et résultats attendus à produire pour le CAHAI -LFG• Discussion stratégique entre les Délégations sur leur mise en œuvre à la lumière de la réunion du Bureau du CAHAI du 15 janvier 2021, et compte-tenu des travaux menés par le CAHAI-PDG (Groupe de l'élaboration des politiques) et ceux menés par le CAHAI-COG (Groupe de la sensibilisation et des consultations)
11 h 15	<u>Document commun à tous les chapitres :</u> Feasibility Study CAHAI(2020)23 CAHAI(2020)27	5. Présentation Générale du projet d'étude de faisabilité <ul style="list-style-type: none">• Présentation par le CAHAI-PDG et l'expert scientifique sur la préparation de l'étude
11 h 30		5. 1 Chapitres 1-3 <ul style="list-style-type: none">• Présentation des conclusions clés des chapitres (expert scientifique)• Discussion par le CAHAI-LFG sur les questions devant être traitées par le futur cadre juridique
12 h 00		<i>Pause déjeuner</i>
14 h 30		[Chapitres 1-3 - suite]
15.30	CAHAI(2020)08-fin	5.2 Chapitres 4-6 Présentation des conclusions clés des chapitres (expert scientifique, Secrétariat)

15 h 50		<p>5.3 Chapitre 7 - Principaux éléments d'un cadre juridique pour la conception, le développement et l'application de l'IA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation des conclusions clés du chapitre principe par principe (expert scientifique) • Discussion par le CAHAI-LFG sur des questions relevant de chaque principe qui doit être traité par le futur cadre juridique <ul style="list-style-type: none"> ○ Dignité humaine ○ Prévention des atteintes aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit ○ Liberté humaine et Autonomie humaine ○ Non-Discrimination, Égalité de genre, Équité et Diversité ○ Principe de la transparence et de l'explicabilité des systèmes d'IA ○ Protection des données et droit à la vie privée ○ Obligation de rendre des comptes (accountability) et responsabilité ○ Démocratie ○ État de droit ○ Autres questions traitées dans le Chapitre
17 h 00		<i>Clôture de la première journée</i>
Mardi 11 février 2021		
9 h 30		[Suite 5.3 : Chapitre 7]
12 h 00		<i>Pause déjeuner</i>
14 h 30		[Suite : 5.3: Chapitre 7]
15 h 15		<p>5.3 Chapitre 8</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation des conclusions clés du chapitre (expert scientifique) • Discussion par le CAHAI-LFG sur des questions devant être traitées par le futur cadre juridique
15 h 30		<p>5.4 Chapitre 9</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation des conclusions clés du chapitre (expert scientifique) • Discussion par le CAHAI-LFG sur des questions devant être traitées par le futur cadre juridique
16 h 15		6. Point d'information : Conférence "Protéger les droits de l'homme à l'ère de l'IA – L'Europe comme régulateur international"

		<p>en matière d'"intelligence artificielle " organisée par la Présidence allemande du Comité des Ministres</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Wolfgang Teves, co-président du CAHAI-PDG
16 h 20		7. Planification des travaux jusqu'à la prochaine réunion
16 h 45	CAHAI(2020)25rev3	8. Prochaine réunion du CAHAI-LFG (8-9 avril 2021)
16 h 50		9. Questions diverses
16 h 55		10. Remarques de clôture de M. Patrick Penninckx, Chef du Service Société de l'information, Conseil de l'Europe
17 h 00		<i>Fin de la réunion</i>

ANNEXE II

Liste des participants

MEMBERS OF THE LEGAL FRAMEWORKS GROUP / MEMBRES DU GROUPE SUR LES CADRES JURIDIQUES

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Peggy VALCKE – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Présidente du CAHAI-LFG

Researcher and Professor in ICT and Media at the Faculty of Law at the KU Leuven / chercheuse et professeur en ICT et médias à la faculté de droit à la KU Leuven

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

M. Dag DZUM.UKCIC - Minister counsellor, Department for International Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs / Ministre conseiller, Département des affaires juridiques internationales, Ministère des affaires étrangères

BULGARIA / BULGARIE

Mme Svetlana LYUBENOVA STILYANOVA – Chief expert, Legal Department, Ministry of Transport, Information Technology and Communications / Expert en chef, Service juridique, Ministère des transports, des technologies de l'information et des communications

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mme Monika HANYCH - Senior Ministerial Counsellor, Office of the Government Agent before the European Court of Human Rights, Ministry of Justice of the Czech Republic / Conseiller ministériel principal, Bureau de l'agent du gouvernement devant la Cour européenne des droits de l'homme, Ministère de la justice de la République tchèque

ESTONIA / ESTONIE

Mme Siiri AULIK - Adviser, Public Law Division, Estonian Ministry of Justice / Conseillère, division du droit public, ministère estonien de la justice

FINLAND / FINLANDE

Mme Mia SPOLANDER - Legal Officer, Legal Service, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Ministry of Foreign Affairs / Juriste, Service juridique, Unité des tribunaux et conventions des droits de l'homme, Ministère des affaires étrangères

FRANCE

Mme Victoria LAFAGE-ROUX - Office for Expertise and Institutional Issues, Delegation for European and International Affairs, General Secretariat - Ministry of Justice / Bureau de l'expertise et des questions institutionnelles, Délégation aux affaires européennes et internationales, Secrétariat général - Ministère de la Justice

GERMANY / ALLEMAGNE

Mme Lena HOCKE - Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / Ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs (Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz - BMJV)

M. Wolfgang TEVES – Chair of the CAHAI-PDG/ Président du CAHAI PDG

Head of Division for Digital Strategy; Key Policy Issues of the Information Society, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection / Chef de la Division de la stratégie numérique, questions politiques clés de la société de l'information, ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs

Mme Isabella FLORES OVIEDO - Ministry of Justice and Consumer Protection / Ministère fédéral de la justice et de la protection des consommateurs

GREECE / GRECE

Mme Aggeliki BOLI - Executive, Department of Digital Strategy, Ministry of Digital Governance / Exécutif, Service de la stratégie numérique, Ministère de la Gouvernance numérique

HUNGARY / HONGRIE

Mme Kata BENCZE, Dr. - Legal Officer, State Secretariat for Cooperation in International and European Justice Affairs, Ministry of Justice / Conseiller juridique, Secrétariat d'État à la coopération dans les affaires internationales et européennes de la justice, Ministère de la justice

M. Zoltán TURBÉK – Co-Chair of the CAHAI-PDG/ Co-Président du CAHAI-PDG

Director, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / Directeur, Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce

Mme Abigel GYORGY, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade / Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères et du commerce

ITALY / ITALIE

M. Riccardo VILLA – Co-Chair of the CAHAI-LFG / Co-Président du CAHAI-LFG

Counsellor, Deputy Head of Cyber Department, Directorate General Political and Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation, Rome / Conseiller, Chef adjoint du département Cyber, Direction générale des affaires politiques et de sécurité, Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, Rome

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Mme Corina CĂLUGĂRU - Ambassador, Permanent Representative of the Republic of Moldova to the Council of Europe

NORWAY / NORVEGE

Mme Heather BROOMFIELD - Senior Advisor, Norwegian Digitalisation Agency / Conseiller principal, Agence norvégienne de numérisation

POLAND / POLOGNE

Mme Iwona OSTRZYŻEK - Department for International Cooperation and Human Rights, Ministry of Justice / Département pour la coopération internationale et les droits de l'homme, Ministère de la justice

PORTUGAL

M. Pedro Alexandre MONTEIRO ALMEIDA - Legal Adviser, European Affairs Coordination Unit, Ministry of Justice / Conseiller juridique, Unité de coordination des affaires européennes, Ministère de la justice

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

M. Konstantin KOSORUKOV - Head of the Division of General Legal Issues, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs / Chef de la Division des questions juridiques générales, Département juridique, Ministère des affaires étrangères

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Mme Barbora ŠIKUTOVA - Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations, Ministry of Justice / Juriste expert, Section du droit international, Service des affaires européennes et des relations extérieures, Ministère de la justice

SLOVENIA / SLOVENIE

M. Gregor STROJIN – Chair of the CAHAI / Président du CAHAI
Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / Conseiller du Président, Cour suprême de la République de Slovénie

SPAIN / ESPAGNE

M. Mario HERNNÁNDEZ RAMOS - Associate Professor of Constitutional Law, University of Salamanca; Senior Legal Advisor Ministry of Justice, Government of Spain / Professeur agrégé de droit constitutionnel, Université de Salamanque; Conseiller juridique principal Ministère de la Justice, Gouvernement espagnol

SWITZERLAND / SUISSE

M. Roger DUBACH - Ambassador, Deputy Director, Directorate of International Law, Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / Ambassadeur, Directeur adjoint, Direction du droit international, Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE)

Mme Dominique KELLER - Directorate of International Law, Swiss Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) / Direction du droit international, Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE)

M. Jürg LINDENMANN - Advisor, Federal Department of Foreign Affairs, Directorate of International Law / Conseiller, Département fédéral des affaires étrangères, Direction du droit international public

M. Thomas SCHNEIDER - Ambassador, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications, Deputy Director, Federal Office of Communications, Director of International Relations / Ambassadeur, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Vice-Directeur, Office fédéral de la communication, Directeur Relations internationales

TURKEY / TURQUIE

Mme Leyla KESER BERBER, Prof. Dr. - Associate Professor & Dr., Information Technology Law Institute, Istanbul Bilgi University Law Faculty / Professeur associé et Dr., Institut de droit des technologies de l'information, Faculté de droit de l'Université Bilgi d'Istanbul

Mme Güldane Benan AKBAŞ - EU Expert, Ministry of Science and Technology – DG for EU and Foreign Affairs / Expert de l'UE, Ministère des sciences et de la technologie – DG pour l'UE et les Affaires étrangères

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mme Rose WOOLHOUSE - Head of Europe Desk at the UK Government Office for Artificial Intelligence / Chef du bureau Europe de l'Office du gouvernement britannique pour l'intelligence artificielle

Mme Melissa COUTINHO – Senior Lawyer, Products, Business & Better Regulation Department for Business, Energy and Industrial Strategy (BEIS) Legal Advisers, Government Legal Department

PARTICIPANTS

Council of Europe bodies and institutions / Organes et institutions du Conseil de l'Europe

CONFERENCE OF INGOS / CONFÉRENCE DES OING

Mme Francesca FANUCCI - Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law, Netherlands / Conseiller juridique principal au Centre européen pour le droit des associations à but non lucrative, Pays-Bas

M. Didier SCHRETTER - Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)

CONSULTATIVE COMMITTEE – DATA PROTECTION / COMITE CONSULTATIF- PROTECTION DES DONNEES (T-PD)

Mme Sophie KWASNY - Head of the Data Protection Unit / *Chef de l'Unité Protection des données*

M. Alessandro MANTELERO, Associate Professor at Politecnico di Torino - Tongji University / *Professeur associé au Politecnico di Torino – Université Tongji*

EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE / COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

M. Peter ANDRE - Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior, Austria, CDDG Rapporteur on Democracy and Technology / Expert principal pour les affaires juridiques, Ministère fédéral de l'intérieur d'Autriche, Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la technologie

Mme Judith ORLAND - Program Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat

GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'EGALITE DE GENRE

Mme Käthlin SANDER - Head of Gender Equality Policy, Equality Policies Department, Ministry of Social Affairs, Estonia / Responsable de la politique d'égalité entre les sexes, département des politiques d'égalité, ministère des affaires sociales, Estonie

Mme Cécile GREBOVAL - Programme Manager Gender Mainstreaming / Gender Equality Advisor / Responsable de programme, Gender Mainstreaming / Conseillère en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

EUROPEAN COMMISSION FOR THE EFFICIENCY OF JUSTICE / COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE (CEPEJ)

VENICE COMMISSION / COMMISSION DE VENISE)

M. Michael JANSSEN - Elections and Political Parties, Secretariat of the Venice Commission / Elections et partis politiques, Secrétariat de la Commission de Venise

European Union and Observers from International Organisations / Union européenne et Observateurs des Organisations Internationales

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTROLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES (CEPD)

M. Plamen ANGELOV - Legal Officer, Policy & Consultation Unit / Juriste, unité politique et consultation

M. Xabier LAREO - Technology and security officer, Technology and Privacy unit / Agent de la technologie et de la sécurité, unité Technologie et vie privée

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) / ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)

Mme Laura GALINDO - Consultant, Artificial Intelligence Policy Observatory, Digital Economy Policy Division; Science, Technology and Innovation Directorate / Consultante, Observatoire des politiques d'intelligence artificielle, Division de la politique de l'économie numérique, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation

ORGANIZATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE (OSCE) / ORGANISATION POUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (OSCE)

Mme Julia HAAS - Assistant Project Officer, Office of the Representative on Freedom of the Media / Chargé de projet adjoint, Bureau du Représentant pour la liberté des médias

Observer States to the CAHAI / Etats observateurs au CAHAI

CANADA

Mme Gabrielle SIGNORINI - Senior Counsel, Treasury Board Secretariat Legal Services Unit, Department of Justice / Conseiller principal, Unité des services juridiques du Secrétariat du Conseil du Trésor, Ministère de la justice

Mme Lesia STANGRET - Legal Specialist, Criminal, Security and Diplomatic Law Division, Global Affairs Canada, Government of Canada / Spécialiste juridique, Direction du droit criminel, du droit de la sécurité et du droit diplomatique, Affaires mondiales Canada, Gouvernement du Canada

ISRAEL / ISRAËL

M. Cedric (Yehuda) SABBAAH - Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Israel / Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), Ministère de la Justice, Israël

MEXICO / MEXIQUE

M. Joel GOMEZ TREVIÑO, Dr. - Founding Chairman of the Mexican Academy of Digital Law (AMDI), Chairman of the Digital Law and Privacy Committee of the National Association of Corporate Lawyers (ANADE) / Président fondateur de l'Académie mexicaine de droit informatique (AMDI), Président du Comité sur le droit informatique et la protection de la vie privée de l'Association nationale des avocats d'entreprise (ANADE)

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. Aamod OMPRAKASH - Foreign Affairs Officer, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Office of Multilateral and Global Affairs / Responsable des affaires étrangères, Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, Bureau des affaires multilatérales et mondiales

Mme Darragh PARADISO - Deputy Permanent Observer, Consul General, Office of the Permanent Observer of the United States of America to the Council of Europe / Observateur permanent adjoint, Consul général, Bureau de l'Observateur permanent des États-Unis d'Amérique auprès du Conseil de l'Europe

M. Yann AGERT - Consular and Political Assistant / Adjoint aux affaires consulaires et politiques

OBSERVERS ADMITTED TO THE CAHAI / OBSERVATEURS ADMIS AU CAHAI

EUROPEAN NETWORK OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS / RÉSEAU EUROPÉEN DES INSTITUTIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (ENNHRI)

Mme Marya AKHTAR - Chief Legal Advisor, LL.M., The Danish Institute for Human Rights / Conseiller juridique en chef, LL.M., L'Institut danois des droits de l'homme

Council of Europe partner Internet companies / Entreprises internet partenaires du Conseil de l'Europe

INTERNATIONAL COMMUNICATIONS CONSULTANCY ORGANISATION (ICCO)

INSTITUTE OF ELECTRICAL AND ELECTRONICS ENGINEERS (IEEE)

M. Nicolas ECONOMOU - Chair, Law Committee, IEEE Global Initiative on Ethics of Autonomous and Intelligent Systems

Mme Clara NEPPEL, Dr. - Senior Director, European Business Operations / Directeur principal, Opérations commerciales européennes

RIPE NCC

TELEFÓNICA

M. Gonzalo LOPEZ BARAJAS - Manager, Public Policy & Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

Mme Paloma VILLA MATEOS - Manager, Public Policy and Internet / Gestionnaire, Politique publique et Internet

Civil Society Organisations, other private sector and academic actors relevant to the work of the CAHAI / Organisations de la Société civile, autres acteurs du secteur privé et académique, concernés par les travaux du CAHAI

ACCESS NOW

M. Daniel LEUFER - Europe Policy Analyst / Analyste des politiques européennes

AI TRANSPARENCY INSTITUTE

Mme Eva THELISSON – CEO / PDG

ALLAI

Mme Catelijne MULLER – President ALLAI

EUROPEAN EXPERTISE & EXPERT INSTITUTE (EEEI)

HOMO DIGITALIS

M. Eleftherios CHELIOUDAKIS - Co-founder and Secretary of the Board of Directors / Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration

MEDIA LAWS

M. Marco BASSINI – Postdoctoral Researcher and Professor of IT Law, Bocconi University - Vice Editor-in-Chief, MediaLaws / Chercheur postdoctoral et professeur de droit des technologies de l'information, Université Bocconi - Vice-rédacteur en chef, MediaLaws

INDEPENDENT EXPERTS / EXPERTS INDEPENDANTS

Mme Nathalie SMUHA - Researcher - Department of International & European Law, KU Leuven, Member of the OECD Network of Experts on AI (ONE AI), Former Coordinator of the EC High-Level Expert Group on AI, Belgium / Chercheur - Département de droit international et européen, KU Leuven, membre du réseau d'experts de l'OCDE sur l'IA (ONE AI), ancien coordinateur du groupe d'experts de haut niveau de la CE sur l'IA, Belgique

Lord Tim CLEMENT-JONES CBE - House of Lords Liberal Democrat Spokesperson (Digital), United Kingdom / Porte-parole libéral-démocrate de la Chambre des Lords (Digital), Royaume-Uni

SECRETARIAT GENERAL OF THE COUNCIL OF EUROPE

DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)

M. Jan KLEIJSSSEN - Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe

M. Patrick PENNINGCKX - Head of Department, Information Society Department / Chef du Service, Service de la société de l'information

DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)

Mme Claudia LUCIANI – Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

SECRETARIAT OF THE CAHAI / SECRÉTARIAT DU CAHAI

Mme Clementina BARBARO
Co-Secretary of CAHAI / *Co-secrétaire du CAHAI*

M. Kristian BARTHOLIN
Co-Secretary of CAHAI / *Co-secrétaire du CAHAI*

M. Yannick MENECEUR - Policy Adviser /
Conseiller en politiques

Mme Laetitia DIMANCHE, CAHAI Project
Assistant / *Assistante du Projet CAHAI*

Mme Lucy ANCELIN - Assistant to the CAHAI /
Assistante du CAHAI

Mme Claire ROBINS - Secretariat, Counter-
terrorism division / *Secrétariat, Division Anti-
terrorisme*

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Mme Julia TANNER

M. Didier JUNGLING